

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de la justice

**Circulaire du 29 janvier 2025**  
**relative aux obligations de transmission de déclaration d'intérêts et de déclaration de**  
**situation patrimoniale liées à l'occupation de certains emplois au sein du ministère de la**  
**justice**

NOR : JUST2503172C

**Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice**

à

Monsieur l'inspecteur général, chef de l'inspection générale de la justice  
Madame la secrétaire générale  
Madame la directrice des affaires civiles et du sceau  
Madame la directrice des affaires criminelles et des grâces  
Monsieur le directeur des services judiciaires  
Monsieur le directeur de l'administration pénitentiaire  
Madame la directrice de la protection judiciaire de la jeunesse  
Madame la directrice de l'Ecole nationale de la magistrature  
Madame la directrice de l'Ecole nationale des greffes  
Madame la directrice de l'Ecole nationale d'administration pénitentiaire  
Madame la directrice de l'Ecole nationale de protection judiciaire de la jeunesse  
Madame la directrice générale de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et  
confisqués  
Monsieur le directeur général de l'Etablissement public d'exploitation du livre foncier  
informatisé  
Monsieur le directeur de l'Agence publique pour l'immobilier de la justice  
Monsieur le sous-directeur, directeur de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion  
professionnelle des personnes placées sous-main de justice

**Objet : Modalités de mise en œuvre des obligations de transmission de déclaration**  
**d'intérêts et de déclaration de situation patrimoniale liées à l'occupation de certains**  
**emplois au sein du ministère de la justice.**

**Résumé :** la présente circulaire précise les modalités d'application des dispositions relatives aux obligations de transmission préalable de déclarations d'intérêts liée à la nomination dans certains emplois et de transmission de déclaration de situation patrimoniale liée à l'occupation de certains emplois au sein du ministère de la justice.

**Mots clés :** fonction publique, organisation administrative, déclaration d'intérêts, déclaration de situation patrimoniale

**Textes de référence :**

- Code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 122-2 à L. 122-25 ;
- Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;
- Décret n° 2013-1204 du 23 décembre 2013 relatif à l'organisation, au fonctionnement de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ;
- Décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ;
- Décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Décret n° 2016-1967 modifié du 28 décembre 2016 relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêts prévue à l'article 25 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Décret n° 2016-1968 modifié du 28 décembre 2016 relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration de situation patrimoniale prévue à l'article 25 quinquies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations du fonctionnaire ;
- Décret n° 2017-547 du 13 avril 2017 relatif à la gestion des instruments financiers détenus par les fonctionnaires ou les agents occupant certains emplois civils ;
- Circulaire du 4 décembre 2018 relative à l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêts dans la fonction publique de l'Etat ;
- Circulaire du 4 décembre 2018 relative à l'obligation de transmission d'une déclaration de situation patrimoniale dans la fonction publique de l'Etat.

**Texte abrogé :** circulaire du 2 avril 2019 relative aux obligations de transmission de déclaration d'intérêts et de déclaration de situation patrimoniale liées à l'occupation de certains emplois et fonctions au sein du ministère de la justice (NOR : JUST1908958C).

**Date d'application :** immédiate.

## **INTRODUCTION**

La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, complétée par le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, pose les

obligations des personnes chargées d'une mission de service public afin de prévenir tout risque de corruption et de conflit d'intérêts.

La loi institue trois types d'obligations : la déclaration d'intérêts, la déclaration de situation patrimoniale et le mandat de gestion.

La loi n° 2016-783 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits des fonctionnaires a étendu ces obligations aux fonctionnaires les plus exposés. Elle prévoit ainsi l'obligation, pour les agents occupant des postes à responsabilité dans l'administration, de déclarer leurs intérêts, leur situation patrimoniale ou de confier à des tiers des mandats pour la gestion de leurs instruments financiers. Ce régime de déclaration vise à prévenir des situations de conflits d'intérêts ou d'apparence de conflits d'intérêts et à garantir le respect des principes déontologiques régissant la fonction publique.

La présente circulaire concerne, pour les emplois du ministère de la justice :

- les déclarations d'intérêts régies par la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 susmentionnée, notamment ses articles 4 et 11. Cette même loi concerne aussi les déclarations de situation patrimoniale pour les emplois à la décision du Gouvernement ;
- les déclarations d'intérêts régies par le décret n° 2016-1967 du 28 décembre 2016 modifié relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêts prévue à l'article 25 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et l'arrêté du 29 janvier 2025 correspondant ;
- les déclarations de situation patrimoniale régies par le décret n° 2016-1968 du 28 décembre 2016 modifié relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration de situation patrimoniale prévue à l'article 25 quinquies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et l'arrêté du 29 janvier 2025 correspondant.

Il est à mentionner que l'obligation de déclaration mentionnée à l'article L. 122-19 du code général de la fonction publique, précisée à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2017-547 du 13 avril 2017 relatif à la gestion des instruments financiers détenus par les fonctionnaires ou les agents occupant certains emplois civils, ne concerne que le secrétaire général du ministère de la justice ainsi que le directeur général de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués.

Ces obligations relèvent de la responsabilité de chaque agent, sous peine de sanctions pénales.

Les magistrats de l'ordre judiciaire, qui sont par leur statut soumis à l'obligation de déclaration définie par l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, sont soumis à ces obligations déclaratives lorsqu'ils occupent un emploi à la décision du Gouvernement ou sont détachés sur un emploi fonctionnel figurant dans les présents arrêtés du 29 janvier 2025.

L'article 1 du décret n° 2016-1967 du 28 décembre 2016 susmentionné prévoit également que les agents occupant des postes soumis à la déclaration de situation patrimoniale sont soumis à une déclaration d'intérêts.

Dans la mesure où cette circulaire remplace la circulaire du 2 avril 2019 relative aux obligations de transmission de déclaration d'intérêts et de déclaration de situation patrimoniale liées à occupation de certains emplois et fonctions au sein du ministère de la justice, dans le cas d'emplois ajoutés aux arrêtés et afin que chaque agent puisse s'y conformer, un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de ces textes est accordé aux agents occupant les emplois concernés pour s'y conformer.

## **I. Déclaration d'intérêts**

### **1.1 Emplois soumis à l'obligation de déclaration d'intérêts au sein du ministère de la justice et contenu de la déclaration**

L'obligation de déclaration d'intérêts est liée à l'occupation d'un emploi. Elle est indépendante du statut de l'agent qui l'occupe : magistrat, fonctionnaire, contractuel, intérimaire.

Les deux types d'emplois soumis à une déclaration d'intérêts au ministère de la justice sont ceux :

- à la décision du Gouvernement, en application de l'article 11 de la loi du 11 octobre 2013 susmentionnée ;
- mentionnés par le décret n° 2016-1967 du 28 décembre 2016 modifié et les arrêtés du 29 janvier 2025 susmentionnés.

S'agissant du contenu des déclarations d'intérêts, aucune mention des opinions ou des activités politiques, syndicales, religieuses ou philosophiques de l'agent ne doit figurer dans la déclaration, sauf dans le cas de fonctions ou de mandats exercés publiquement.

Il y a lieu de préciser que cette obligation de déclaration d'intérêts vise également tous les candidats à la nomination dans les emplois, autres que ceux mentionnés par le décret n° 2016-1967 du 28 décembre 2016 susmentionné, soumis à l'obligation de transmission de la déclaration de situation patrimoniale (cf. article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret).

### **1.2 Transmission et actualisation des déclarations d'intérêts**

1.2.1. La procédure spécifique pour toute personne exerçant un emploi ou des fonctions à la décision du Gouvernement pour lesquels elle a été nommée en conseil des ministres : transmission directe à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique

Il s'agit des emplois de secrétaire général et de directeur d'administration centrale.

Ainsi, sur le fondement de l'article 11 de la loi du 11 octobre 2013 susmentionnée, les déclarations d'intérêts des personnes exerçant et/ou nommées sur un emploi ou des fonctions à la décision du Gouvernement pour lesquels elles ont été nommées en conseil des ministres sont transmises à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) par

l'intermédiaire d'un télé service. Elles peuvent être accompagnées de toute pièce utile à leur examen par la Haute Autorité ainsi que de toute observation de la part du déclarant.

Cette déclaration doit s'effectuer dans les deux mois qui suivent la nomination. Un accusé de réception de la transmission de la déclaration à la HATVP doit être transmis pour information par l'agent à la délégation de l'encadrement supérieur du secrétariat général.

#### 1.2.2. La procédure commune pour les autres emplois et fonctions : transmission à la délégation à l'encadrement supérieur

Au sein du ministère de la justice, les emplois suivants sont concernés par cette procédure :

Secrétariat général :

- Chef de service des finances, des achats et de la conformité ;
- Sous-directeur du budget et des achats ;
- Responsable ministériel des achats ;
- Chef de service des ressources humaines ;
- Chef de service de l'immobilier ministériel ;
- Adjoint au chef de service de l'immobilier ministériel ;
- Chef du service du pilotage et du soutien de proximité ;
- Chef du service de l'expertise et de la modernisation ;
- Chef du service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes ;
- Chef de service, directeur du service à compétence nationale, agence nationale des techniques d'enquêtes numériques judiciaires ;
- Chef du service de la statistique des études et de la recherche ;
- Sous-directeur des applications, de l'innovation et de la gouvernance de la direction du numérique ;
- Sous-directeur du socle et du réseau territorial de la direction du numérique ;
- Sous-directeur de la gestion et des ressources de la direction du numérique ;
- Directeur de programme Procédure pénale numérique (PPN).

Direction des affaires civiles et du sceau :

- Chef de service, adjoint au directeur des affaires civiles et du sceau ;
- Sous-directeur du droit économique ;
- Sous-directeur des professions judiciaires et juridiques ;
- Sous-directeur du droit civil.

Direction des affaires criminelles et des grâces :

- Chef de service, adjoint au directeur des affaires criminelles et des grâces ;
- Sous-directeur, chef du casier judiciaire national.

Direction des services judiciaires :

- Chef de service adjoint au directeur des services judiciaires ;
- Sous-directeur des finances, de l'immobilier et de la performance ;
- Directeur de l'Ecole nationale des greffes.

Direction de l'administration pénitentiaire :

- Chef de service de l'administration ;
- Chef du service des métiers ;
- Sous-directeur du pilotage et du soutien des services ;
- Chef du service national du renseignement pénitentiaire (SNRP) ;
- Directeurs interrégionaux des services pénitentiaires ;
- Directeur des services pénitentiaires d'outre-mer.

Direction de la protection judiciaire de la jeunesse :

- Chef de service, adjoint au directeur de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Sous-directeur du pilotage et de l'optimisation des moyens ;
- Directeur général de l'école nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ).

Autres :

- Directeur de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM) ;
- Secrétaire général de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM) ;
- Directeur de l'Ecole nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) ;
- Directeur général de l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) ;
- Directeur de l'Agence française anti-corruption (AFA) ;
- Directeur adjoint de l'Agence française anti-corruption (AFA) ;
- Sous-directeur du contrôle de l'Agence française anti-corruption (AFA) ;
- Directeur général de l'agence de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)<sup>1</sup> ;
- Directeur général de l'établissement public d'exploitation du livre foncier informatisé (EPELFI) ;
- Directeur du service à compétence nationale, Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ;
- Mesdames et Messieurs les membres du collège de déontologie (8 membres)<sup>2</sup>.

En application de l'article L. 122-2 du code général de la fonction publique, la transmission de la déclaration d'intérêts initiale est faite préalablement à la nomination.

---

<sup>1</sup> Conformément à l'arrêté du 13 septembre 2018 fixant la liste des emplois relevant de l'Agence de recouvrement des avoirs saisis et confisqués soumis à l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêts prévue à l'article 25 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires

<sup>2</sup> Conformément à l'article 5 du décret n° 2016-1967 susmentionné et à l'article 13 de l'arrêté du 29 octobre 2019 relatif à la création, à la composition et aux attributions du collège de déontologie au ministère de la justice

La transmission de la déclaration d'intérêts initiale est effectuée sous format papier. La déclaration d'intérêts est recueillie par la délégation à l'encadrement supérieur auprès des candidats auditionnés par l'instance collégiale.

Le candidat transmet la déclaration d'intérêts, sous double pli cacheté, à la délégation à l'encadrement supérieur du secrétariat général du ministère de la justice, à l'adresse suivante, pour tous les emplois concernés :

Secrétariat général  
Délégation à l'encadrement supérieur  
« Confidentiel et personnel »  
13, Place Vendôme,  
75042 Paris Cedex 01

La transmission de cette déclaration donne lieu à la remise d'un accusé de réception attestant de la satisfaction à l'obligation déclarative préalablement à la nomination, envoyée par la délégation à l'encadrement supérieur du secrétariat général. Les déclarations des candidats non retenus sont détruites sans délai.

Dans le cas où l'inscription d'un emploi est ajoutée aux arrêtés susmentionnés, les agents qui occupent, à la date de cette modification, un tel emploi, disposent d'un délai de six mois, à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté inscrivant leur emploi, pour transmettre leur déclaration d'intérêts.

Dès la nomination dans un des emplois concernés, la délégation à l'encadrement supérieur du secrétariat général transmet la déclaration d'intérêts à l'autorité hiérarchique dont l'agent relève dans l'exercice de ses nouvelles fonctions. L'autorité hiérarchique accède aux informations figurant dans cette déclaration.

Cette transmission donnera lieu à un entretien dédié entre l'autorité hiérarchique et l'agent permettant d'identifier, le cas échéant, les éventuelles situations de conflits d'intérêts ou d'apparence de conflits d'intérêts ainsi que de prévenir ceux-là.

### 1.2.3 Actualisation des déclarations d'intérêts

La situation de l'agent occupant un emploi soumis à l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêts peut évoluer au cours de l'exercice de ses fonctions. Toute modification substantielle des intérêts de l'agent donne lieu à une déclaration complémentaire dans un délai de deux mois à compter de l'événement affectant de manière substantielle ses intérêts comme :

- un ou des événements majeurs ayant affecté les rémunérations ou gratifications perçues ;
- les participations financières détenues ;
- les activités professionnelles ou de consultant exercées ;
- les fonctions ou mandats exercés ou les activités professionnelles du conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin ;
- un changement de situation familiale.

La déclaration complémentaire est faite dans les mêmes formes que la déclaration d'intérêts initiale, le formulaire est identique mais comporte la précision selon laquelle il s'agit d'une actualisation.

La déclaration complémentaire actualisant la première déclaration pourra être transmise directement à l'autorité hiérarchique qui en informera la délégation à l'encadrement supérieur du secrétariat général. Elle est conservée par la délégation à l'encadrement supérieur, au même titre et selon les mêmes modalités que la déclaration initiale.

### 1.3. Régime et conditions d'accès aux déclarations d'intérêts

#### 1.3.1 Régime pénal de l'obligation déclarative

L'obligation de transmission de la déclaration d'intérêts relève directement de la responsabilité de l'agent.

Le législateur a entendu reconnaître spécifiquement cette responsabilité. En effet, des sanctions pénales sont attachées au dispositif de déclaration d'intérêts. L'absence de transmission de la déclaration d'intérêts ou l'omission, dans la déclaration d'intérêts, de déclarer une partie substantielle de ses intérêts est punie d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende<sup>33</sup>.

#### 1.3.2. La conservation des déclarations d'intérêts

La déclaration d'intérêts et, le cas échéant, la déclaration complémentaire sont conservées par la délégation à l'encadrement supérieur.

Ces déclarations sont conservées sous double pli cacheté selon les prescriptions de l'article 9 du décret du 28 décembre 2016 susmentionné (cf. point 1.3.3 de la présente circulaire) :

- l'enveloppe extérieure étant revêtue de la mention « CONFIDENTIEL – DECLARATION D'INTERETS », suivie du nom et du prénom de l'agent ;
- l'enveloppe intérieure doit comporter les mêmes mentions (« CONFIDENTIEL – DECLARATION D'INTERETS », suivie du nom et du prénom de l'agent) ainsi qu'un bordereau d'émargement, destiné à recueillir la signature des personnes habilitées à accéder au dossier (cf. *infra*).

#### 1.3.3. Les garanties de confidentialité du contenu des déclarations d'intérêts

Les articles 9 et 10 du décret n° 2016-1967 du 28 décembre 2016 susmentionné limitent le nombre et la qualité des personnes habilitées à consulter ces déclarations :

- l'agent ;
- la ou les autorités de nomination ;
- les autorités hiérarchiques ;
- la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) ;

et dans les limites du besoin d'en connaître, et en cas de poursuites disciplinaires ou pénales suite à un manquement en lien avec des éléments contenus dans la déclaration :

---

<sup>33</sup> Cf. article L. 122-20 du code général de la fonction publique.



- l'autorité investie du pouvoir disciplinaire et les membres des instances siégeant en formation disciplinaire (membres du conseil de discipline ou d'une instance équivalente) ;
- les autorités judiciaires ;
- le juge administratif.

Les personnes ayant accédé à la déclaration doivent signer le bordereau et y préciser leur nom et prénom. Les personnes habilitées à accéder à ces informations sont tenues à une stricte obligation de discrétion, dont la méconnaissance est pénalement sanctionnée. Ainsi, l'article L. 122-22 du code général de la fonction publique prévoit que le fait de publier ou de divulguer, de quelque manière que ce soit, tout ou partie des déclarations, des informations ou des observations mentionnées relatives au contenu d'une déclaration d'intérêts est puni, pour atteinte à l'intimité de la vie privée, d'une peine pouvant aller d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

#### 1.4. Contrôle et destruction des déclarations d'intérêts

##### 1.4.1. Le contrôle des déclarations d'intérêts

Le contrôle de la compatibilité des intérêts déclarés par l'agent avec les compétences exercées dans l'emploi soumis à l'obligation de transmission d'une déclaration est initialement réalisé par la délégation à l'encadrement supérieur puis, au cours de l'exercice des fonctions, par l'autorité hiérarchique.

En amont de la nomination, lorsque le contenu de la déclaration fait apparaître un ou plusieurs éléments qui, bien que ne constituant pas objectivement une situation de conflits d'intérêts, sont de nature, dans certaines circonstances, à placer le candidat dans une telle situation, l'autorité de nomination<sup>4</sup> en est informée par le délégué à l'encadrement supérieur du secrétariat général du ministère de la justice.

Après la nomination, lorsque, en prenant connaissance de la déclaration d'intérêts qui lui a été transmise par le délégué à l'encadrement supérieur, l'autorité hiérarchique constate qu'un risque de conflit d'intérêts est susceptible de se déclarer ou qu'une situation de conflit d'intérêts est avérée, elle prend les mesures nécessaires pour y mettre fin ou enjoint l'agent de faire cesser cette situation dans un délai qu'elle détermine.

Dans le cas où l'autorité hiérarchique rencontre des difficultés ou a des doutes lors du contrôle d'une déclaration d'intérêts, elle peut transmettre la déclaration d'intérêts de l'intéressé à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique<sup>5</sup>. Cette dernière rendra alors, dans un délai de deux mois, une information (en cas de compatibilité des fonctions exercées avec les intérêts de l'agent) ou une recommandation (en cas d'identification d'un risque de conflit d'intérêts) que l'autorité hiérarchique devra prendre en considération pour y mettre fin ou enjoindre à l'agent de faire cesser cette situation dans un délai qu'elle détermine<sup>6</sup>.

<sup>4</sup> Conformément à la circulaire DGAFP (NOR : CPAF1703482C), l'autorité de nomination désignée pour la déclaration d'intérêts est le chef de service des ressources humaines du secrétariat général du ministère de la justice, à l'exception de sa propre nomination, pour laquelle le délégué à l'encadrement supérieur est comptent.

<sup>5</sup> Cf. article L. 122-4 du code général de la fonction publique.

<sup>6</sup> Cf. articles L. 122-5 et L. 122-6 du code général de la fonction publique.

#### 1.4.2. La destruction des déclarations d'intérêts

Quand l'agent quitte l'emploi au titre duquel il avait transmis une déclaration, il est procédé à la destruction des déclarations à l'expiration d'un délai de cinq années à compter de la fin des fonctions dans cet emploi.

Dans le cas où l'agent qui aurait transmis une déclaration d'intérêts n'est finalement pas nommé dans l'emploi au titre duquel il avait transmis une déclaration, il appartient à la délégation à l'encadrement supérieur de procéder, sans délai, à la destruction de la déclaration d'intérêts. Les candidats qui ne seront pas retenus sur un emploi soumis à cette obligation déclarative et ayant transmis au préalable leur déclaration d'intérêts devront être informés de la destruction immédiate du document. A ce titre, un courrier sera envoyé aux candidats non retenus, par la délégation à l'encadrement supérieur du secrétariat général ou le bureau de l'encadrement supérieur.

## II. **Déclaration de situation patrimoniale**

L'obligation de déclaration de situation patrimoniale est liée à l'occupation d'un emploi et est indépendante du statut de l'agent qui l'occupe : magistrat, fonctionnaire, contractuel, intérimaire.

Les deux types d'emplois soumis à une déclaration de situation patrimoniale au ministère sont ceux :

- à la décision du Gouvernement, en application de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- mentionnés par le décret n° 2016-1968 du 28 décembre 2016 susmentionné et l'arrêté du 29 janvier 2025 susmentionné.

### 2.1. Obligation de déclaration de situation patrimoniale au sein du ministère de la justice et contenu de la déclaration

#### 2.1.1 Point de vigilance quant au contenu des déclarations de situation patrimoniale :

Le contenu de la déclaration est listé à l'annexe I du décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Les biens sont évalués à la date du fait générateur de la déclaration<sup>7</sup>. Cette date est donc sans lien avec toute date d'évaluation prévue par un dispositif fiscal. Le patrimoine doit être évalué à la date de la nomination.

#### 2.1.2 Régime pénal de l'obligation déclarative<sup>8</sup>

L'absence de transmission de la déclaration de situation patrimoniale ou l'omission, dans la déclaration de situation patrimoniale, de déclarer une partie substantielle de son patrimoine ou

---

<sup>7</sup> Cf. article L. 122-10 du code général de la fonction publique.

<sup>8</sup> Cf. articles L. 122-20 et L. 122-21 du code général de la fonction publique.

de fournir une évaluation mensongère de son patrimoine est punie d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

En outre, à titre complémentaire, peuvent être prononcées, selon les modalités précisées par le code pénal, l'interdiction des droits civiques ainsi que l'interdiction d'exercer une fonction publique.

Une peine d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende est encourue par tout agent soumis à l'obligation de transmission d'une déclaration de situation patrimoniale qui ne déférerait pas à une injonction de la HATVP ou ne lui communiquerait pas les explications, pièces et documents demandés dans le cadre de sa mission de contrôle des déclarations de situation patrimoniale telle que définie à l'article L. 122-21 du code général de la fonction publique.

## 2.2. Transmission et actualisation des déclarations de situation patrimoniale

2.2.1. La procédure pour toute personne exerçant un emploi ou des fonctions à la décision du Gouvernement pour lesquels elle a été nommée en conseil des ministres : transmission directe à la HATVP

Au ministère de la justice, il s'agit des emplois de secrétaire général, secrétaire général adjoint, directeur des affaires civiles et du sceau, directeur des affaires criminelles et des grâces, directeur des services judiciaires, directeur de l'administration pénitentiaire, directeur adjoint au directeur de l'administration pénitentiaire, directeur de la protection judiciaire de la jeunesse et directeur du numérique.

Les déclarations de situation patrimoniale sont transmises à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique par l'intermédiaire [d'un télé service](#). Elles peuvent être accompagnées de toute pièce utile à leur examen par la Haute Autorité ainsi que de toute observation de la part du déclarant<sup>9</sup>. L'accusé de réception de la HATVP devra être transmis pour information à la délégation à l'encadrement supérieur du secrétariat général.

2.2.2. La procédure pour les autres emplois et fonctions : transmission directe à la HATVP

Au sein du ministère de la justice, les emplois suivants sont concernés par cette procédure :

Secrétariat général :

- Chef de service, directeur de l'agence nationale des techniques d'enquêtes numériques judiciaires ;
- Chef de service de l'immobilier ministériel ;
- Chef de service des finances, des achats et de la conformité ;
- Sous-directeur du budget et des achats ;
- Responsable ministériel des achats ;
- Sous-directeur des applications, de l'innovation et de la gouvernance de la direction du numérique ;
- Sous-directeur du socle et du réseau territorial de la direction du numérique ;

---

<sup>9</sup> Cf. article 4 du décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

- Sous-directeur de la gestion et des ressources de la direction du numérique.

Direction des affaires civiles et du Sceau :

- Chef de service, adjoint au directeur des affaires civiles et du sceau ;
- Sous-directeur du droit économique.

Direction des affaires criminelles et des grâces :

- Chef de service, adjoint au directeur des affaires criminelles et des grâces ;
- Sous-directeur, chef du casier judiciaire national.

Direction des services judiciaires :

- Chef de service adjoint au directeur des services judiciaires ;
- Sous-directeur des finances, de l'immobilier et de la performance ;
- Directeur de l'Ecole nationale des greffes.

Direction de l'administration pénitentiaire :

- Chef de service de l'administration ;
- Sous-directeur du pilotage et du soutien des services ;
- Chef du service national du renseignement pénitentiaire (SNRP) ;
- Directeurs interrégionaux des services pénitentiaires<sup>10</sup> ;
- Directeur des services pénitentiaires d'outre-mer<sup>11</sup>.

Direction de la protection judiciaire de la jeunesse :

- Chef de service, adjoint au directeur de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Sous-directeur du pilotage et de l'optimisation des moyens ;
- Directeur général de l'école nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ).

Autres :

- Directeur général de l'agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) ;
- Directeur de l'Agence française anti-corruption (AFA)<sup>12</sup> ;
- Directeur adjoint de l'Agence française anti-corruption (AFA) ;
- Sous-directeur du contrôle de l'Agence française anti-corruption (AFA) ;
- Directeur général de l'Agence de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC) ;
- Directeur général de l'établissement public d'exploitation du livre foncier informatisé (EPELFI) ;
- Directeur de l'Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP).

<sup>10</sup> Conformément au 9° du III de l'article 2 du décret n° 2016-1968 susmentionné.

<sup>11</sup> Conformément au 9° du III de l'article 2 du décret n° 2016-1968 susmentionné.

<sup>12</sup> Conformément à l'arrêté du 8 octobre 2018 fixant la liste des emplois de l'agence française anticorruption soumis à une obligation de transmission d'une déclaration de situation patrimoniale.

### 2.2.3. Date de transmission de la déclaration initiale de situation patrimoniale

La transmission de la déclaration de situation patrimoniale doit être effectuée dans les deux mois suivants la nomination<sup>13</sup>.

### 2.2.4 Modalités de transmission des déclarations de situation patrimoniale

La déclaration de situation patrimoniale doit être adressée exclusivement au président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique<sup>14</sup>. La transmission de la déclaration de situation patrimoniale initiale ou de la déclaration complémentaire s'opèrent uniquement de manière dématérialisée<sup>15</sup> (via l'application ADEL) sur le site Internet de la HATVP accessible à l'adresse suivante : <https://declarations.hatvp.fr/#/>.

Il est conseillé aux agents de joindre à leur déclaration de situation patrimoniale une copie de leur pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport).

Afin d'accompagner les agents dont l'emploi est assujéti à une obligation de transmission d'une déclaration de situation patrimoniale, la HATVP met à leur disposition un guide méthodologique accessible sur son site Internet ([Guide du déclarant édité par la HATVP](#)) ainsi qu'un numéro d'assistance téléphonique (téléphone : 01.86.21.94.97) disponible du lundi au vendredi de 9h30 à 18h30 et une adresse de courrier électronique de contact : [adel@hatvp.fr](mailto:adel@hatvp.fr).

Une version e-accessible de l'application est également disponible pour les agents en situation de handicap ou disposant d'un matériel informatique ancien. Elle est disponible à l'adresse suivante : <https://declarations-access.hatvp.fr/>.

A l'issue de la procédure de dépôt de la déclaration de situation patrimoniale, un fac-similé de la déclaration en conception est disponible en prévisualisation et en téléchargement sur l'application. En outre, une fois le dépôt de la déclaration validée un exemplaire de la déclaration déposée peut être téléchargé. Il est conseillé aux agents de le conserver.

La HATVP envoie un courrier électronique de confirmation mentionnant la date et l'heure du dépôt de la déclaration, valant accusé de réception.

### 2.2.5. Actualisation de la déclaration de situation patrimoniale

Toute modification substantielle du patrimoine de l'agent donne lieu à une actualisation de la déclaration déposée dans un délai de deux mois à compter de l'événement affectant de manière substantielle<sup>16</sup> son patrimoine<sup>17</sup>. La modification substantielle de la situation patrimoniale peut concerner les biens propres de l'agent ou, le cas échéant, ceux de la communauté ou les biens indivis. Là encore, l'évaluation des biens constitutifs du patrimoine doit être effectuée à la date de la modification du patrimoine.

---

<sup>13</sup> Cf. article L. 122-10 du code général de la fonction publique.

<sup>14</sup> Cf. article L. 122-10 du code général de la fonction publique.

<sup>15</sup> Cf. article 8 du décret n° 2016-1968 du 28 décembre 2016 susmentionné.

<sup>16</sup> Il est en outre recommandé de se référer au *Guide du déclarant*, édité par la HATVP, qui recense des cas de modifications substantielles du patrimoine ou des intérêts.

<sup>17</sup> Cf. article L. 122-15 du code général de la fonction publique.

L'actualisation de la déclaration est effectuée dans les mêmes formes et procédures que la déclaration initiale. Sur le site de déclaration de la HATVP, l'agent n'aura besoin que de modifier les éléments de son patrimoine qui ont évolué, sans devoir ressaisir l'ensemble de la déclaration.

#### 2.2.6. Déclaration de situation patrimoniale de fin de fonction

Les agents sont tenus de transmettre une déclaration de situation patrimoniale de fin de fonction dans un délai de deux mois après la cessation de leur fonction<sup>18</sup>.

La déclaration de fin de fonction est effectuée en ligne dans les mêmes formes et procédures que la déclaration initiale. Outre les éléments contenus dans la déclaration initiale de situation patrimoniale, la déclaration de situation patrimoniale de fin de fonction doit comporter les éléments suivants : récapitulation des revenus perçus depuis la nomination ainsi que les événements ayant affecté la situation patrimoniale de l'agent et, le cas échéant, de la communauté depuis sa nomination.

#### 2.2.7. Justifications de la réalisation des démarches

Les agents concernés par cette obligation de déclaration de situation patrimoniale sont invités à transmettre un courrier à la délégation à l'encadrement supérieur du secrétariat général attestant, par exemple au moyen de l'accusé de réception de la HATVP, que la démarche a bien été effectuée auprès de cette dernière.

La délégation à l'encadrement supérieur tiendra à jour un registre des agents concernés et de leur situation constatée ou déclarée.

\*\*\*

Je sais pouvoir compter sur votre entière mobilisation dans la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions.



Gérald DARMANIN

---

<sup>18</sup> Cf. article L. 122-11 du code général de la fonction publique.